

services diplomatiques et consulaires britanniques qui veillaient aux intérêts du Canada à l'étranger. Au cours de ces années, toutes les communications que le Canada échangeait avec les autres gouvernements relevaient du gouverneur général.

Jusqu'à 1920, le Canada n'avait donc pas de représentants diplomatiques autonomes à l'étranger. Dès cette année-là, cependant, il fut convenu entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne et du Commonwealth et le Gouvernement des États-Unis qu'on pourrait nommer un ministre canadien à Washington. La nomination n'eut lieu qu'en 1926 et, au début de l'année 1927, le Canada ouvrait sa première légation à Washington. En 1928, on nommait ministre canadien auprès de la France celui qui était jusque-là commissaire général du Canada à Paris et, en 1929, une légation canadienne ouvrait ses portes à Tokyo. A la même époque, les États-Unis, la France et le Japon établissaient des légations à Ottawa.

La crise économique des années 1930 a ralenti l'expansion du Service extérieur. Ces trois années de progrès rapides, de 1926 à 1929, ont été suivies par une période de consolidation d'une dizaine d'années. L'arrivée à Ottawa en 1937 d'un ministre belge a remis en branle le mouvement d'échange de représentants diplomatiques avec d'autres pays. En janvier 1939, le Canada établissait des légations en Belgique et aux Pays-Bas.

Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, il devenait impérieux pour le Canada de nouer des relations plus étroites et plus directes avec les autres gouvernements du Commonwealth, avec les gouvernements alliés et avec d'autres gouvernements étrangers. Au lendemain de sa déclaration de guerre du 10 septembre 1939, le Gouvernement du Canada annonça qu'il enverrait des hauts-commissaires en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et en Irlande. Les gouvernements de ces pays firent de même en retour. La nomination d'un haut-commissaire canadien à Terre-Neuve, en 1941, soulignait l'importance que prenait ce territoire du point de vue de la défense du Canada.

L'ampleur croissante de l'effort de guerre du Canada et de ses obligations internationales entraîna un accroissement rapide de ses échanges diplomatiques avec les pays étrangers. En 1942, en vertu d'un accord de réciprocité, le Canada nomma des ministres en URSS et en Chine. Durant la guerre, un seul ministre canadien fut accrédité auprès de plusieurs gouvernements alliés alors établis à Londres ou au Caire, soit ceux de la Belgique, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie, de la Grèce, de la Norvège, de la Pologne et de la Yougoslavie. (Chacun de ces gouvernements avait son ministre au Canada.) Après la libération de la France, le ministre canadien demeura un certain temps à Alger comme représentant du Canada auprès du Comité français de libération nationale, puis il revint à Paris à titre d'ambassadeur. Le Canada a maintenant des missions diplomatiques distinctes dans les capitales de tous ces pays.

Les relations diplomatiques que le Canada entretient avec l'Amérique latine datent aussi du dernier conflit mondial. En 1941, le Canada ouvrait des légations au Brésil et en Argentine (notre représentant en ce dernier pays fut aussi accrédité auprès du Chili en 1942). De leur côté, ces pays envoyèrent